CONFERENCE SOCIALE DU 19 octobre 2015

Intervention de Jean-Claude MAILLY,
Secrétaire général de FORCE OUVRIERE

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs,

Cette conférence se situe dans un cadre particulier pour au moins trois raisons :

- La persistance d'une croissance faible, d'une augmentation du chômage, un investissement public et privé défaillant donc insuffisant, une consommation à la traine.

- Après les lois dites « Macron » et « Rebsamen » dont nous contestons plusieurs aspects, nous avons de fortes inquiétudes sur l'avenir du Code du travail et de la négociation collective suite aux rapports Combrexelle et Mettling.

- Des négociations collectives interprofessionnelles plus que difficiles, je pense en particulier à celle sur les retraites complémentaires. L'intransigeance patronale dans la volonté de refuser tout effort et de contraindre d'une manière ou d'une autre les salariés à choisir entre la peste et le choléra, à savoir partir encore plus tard ou perdre du pouvoir d'achat est pour FORCE OUVRIERE irresponsable. On mesure en tout cas clairement le poids pris par l'assurance et la bancassurance et les anticipations électoralistes.

Il est vrai qu'à partir du moment où les pouvoirs publics, à travers le pacte de responsabilité notamment et les aides publiques sans contrepartie effective, accèdent aux demandes patronales, leurs représentants, en tout cas certains d'entre eux, se sentent pousser les ailes de l'ultralibéralisme. Ils ne sont prêts à des efforts modestes que si l'état, en l'occurrence l'état providence à leur égard, les compense. Et régulièrement ils confondent notamment compétitivité et productivité

S'agissant de la question du Code du travail et de la négociation collective, qui n'est pas à juste titre à l'ordre du jour de cette conférence, je tiens simplement mais fermement à rappeler la nécessité républicaine et sociale de la hiérarchie des normes assurant un large taux de couverture conventionnelle et un minimum de régulation de la concurrence.

Pour autant même si la question n'est pas à l'ordre du jour elle peut rentrer par la fenêtre sur les questions liées au CPA ou au numérique. Je n'anticiperai pas ici sur ce que nous serons amenés à développer dans les débats mais ces deux dossiers importants ne doivent pas être utilisés comme

un cheval de Troie contre les droits collectifs. Ainsi, par exemple, le CPA ne peut être un moyen pour une flexibilité accrue ou le numérique utilisé pour individualiser la relation sociale qui dériverait vers une relation économique.

Sur la COP 21, FORCE OUVRIERE en accord avec la CSI, Confédération Syndicale Internationale, continue à intervenir pour que la dimension sociale, conformément aux normes internationales au travail, ne soit pas oubliée mais mise en avant.

L'environnement sans le social c'est la décroissance, le social sans l'environnement c'est le productivisme, le social avec l'environnement c'est la croissance, le progrès et le respect des générations actuelles et à venir.

Je ne peux, Monsieur le Président, participer à notre échange sans évoquer les questions de politique économique et sociale. Que l'on parle de rigueur ou d'austérité il ne s'agit pas de se comparer aux autres mais de faire le constat qu'en Europe, comme au plan national, la logique suivie est bien - comme l'a souligné le dernier congrès de la CES - une logique d'austérité amplifiée depuis 2010 et l'adoption en 2012 du Pacte budgétaire européen.

Qu'il s'agisse des 50 milliards d'euros de réductions des dépenses publiques et sociales, de la baisse de la commande publique aux impacts significatifs sur l'emploi privé, de la tendance à la désertification des services publics en zones rurales renforcée par la métropolisation et la réforme territoriale qui fragilise l'égalité républicain, de l'absence de coup de pouce au SMIC ou du gel de la valeur du point d'indice, toutes ces tendances régressives participent à dégrader la situation sociale et à plomber l'activité économique.

Pour toutes ces raisons, il est plus que temps que les choses changent profondément au plan européen, la mise en place souhaitée d'un eurogroupe social devrait être un pas en ce sens.

J'étais la semaine dernière dans une réunion d'instance de la Confédération Syndicale Internationale. Dans beaucoup de pays, y compris en Europe, de nombreux droits sociaux sont remis en cause : droit de grève, décentralisation des négociations, tassement des salaires, précarisation de l'emploi, recul des services publics sont souvent au rendez-vous.

Un électrochoc est nécessaire au plan européen, tant il est évident que les mêmes causes produisant les mêmes effets, les logiques d'austérité sont attentatoires au progrès et suicidaires économiquement, socialement et démocratiquement.

Dans ce contexte il est notamment de la plus haute responsabilité des gouvernements démocratiques de reprendre la main sur les marchés financiers et de se consacrer à l'essentiel, le sociétal ne pouvant se substituer au social.

S'agissant plus particulièrement de la France, aller à l'essentiel impose de relancer les trois moteurs de l'activité économiques : l'investissement public, l'investissement privé et la consommation et de ne pas confondre réforme et bougisme, réformiste et réformateur.

L'encre d'une loi à peine sèche, une autre loi est en préparation sans que les évaluations ne soient pour autant menées.

L'instabilité juridique dans tous les domaines est beaucoup plus pénalisante que certains lieux communs régulièrement mis en avant. Il convient également de garantir ce qui fonctionne, je pense plus particulièrement à l'AFPA dont la pérennité est fortement menacée.

En conclusion, pour FORCE OUVRIERE, je le dis clairement, le syndicalisme est aussi un rempart pour la démocratie et il lui appartient de renverser la formule de Warren BUFFET « la guerre des classes existe et c'est la mienne celle des riches qui est en train de la gagner ».

D'une certaine manière nous prenons date aujourd'hui : la démocratie est potentiellement en danger. Tout le monde le sait, certains le souhaitent peut-être. Quand on en est conscient et que l'on sait que les causes sont économiques, sociales et politiques au sens noble on met tout en œuvre pour préserver les valeurs républicaines et démocratiques.

Ce qu'on appelle la démocratie sociale, différente de la démocratie politique, supporte mal l'autoritarisme social qui s'est notamment exprimé récemment sur la fonction publique, le dossier Air-France (autant nous ne cautionnons pas les violences, autant nous trouvons anormal que des salariés soient envoyés au poste et traités de voyous) ou la négociation sur les retraites complémentaires.

Le dialogue social ne doit pas être un alibi ou du marketing, pas plus qu'il ne doit être un outil d'adaptation au libéralisme économique, ce qui le rend illusoire ou contreproductif aux yeux des salariés actifs, chômeurs ou retraités.

Comme elle l'a toujours su le faire de manière déterminée et indépendante, FORCE OUVRIERE saura prendre toutes les responsabilités que la situation exige.